

**RESIDENCE LA MESANGERAIE**

90 Rue Stendhal

38 330 MONTBONNOT SAINT MARTIN

Vif, le 09 02 2021

**DEVIS N°****AFFAIRE : RESIDENCE MESANGERAIE (déplacement de bordure)**

Affaire suivie par Yannick TONINI - 06 08 10 37 64 - y.tonini@converso-tp.com

N°	DESIGNATIONS	U	Q	P.U	TOTAL
1	Installation du chantier et signalisation	F	1.00	450.00	450.00
	Marquage - piquetage des réseaux existants	F	1.00	250.00	250.00
	Dépose de bordures	ml	6.00	12.00	72.00
	Découpe d'enrobé	ml	6.00	15.00	90.00
	Démolition d'enrobé épaisseur <= 12 cm	m2	3.00	8.00	24.00
	Terrassements et évacuation des déblais	m3	2.00	35.00	70.00
	Remblai du terrain en grave naturelle 0/100	m3	2.00	38.00	76.00
	Semi-concassé 0/25	m3	1.00	65.00	65.00
	Bordure type T1	ml	6.00	47.00	282.00
	Chaussée, granulométrie 0/10, 150 kg/m2	m2	3.00	250.00	750.00
	Marquage au sol pour parkings	ml	10.00	11.50	115.00
	Effacement de peinture existante	m2	5.00	9.80	49.00
MONTANT HORS TAXES					2 293.00
T.V.A. 20,00 %					458.60
MONTANT T.T.C.					2 751.60

Nos prix sont établis sur la base des impôts et taxes en vigueur. Toute modification ultérieure de ces impôts ou taxes sera répercutée sur les prix.

Durée de validité de l'offre : 60 jours à compter de la date d'établissement du devis.

Conditions de paiement : paiement à 45 jours fin de mois pour les marchés privés et 30 jours à émission de facture pour les marchés publics.

Le présent devis est soumis aux conditions générales détaillées en annexe.

**Le client**

Mention manuscrite "Bon pour commande"

(Signature et cachet)

**L'entreprise**

(Signature et cachet)

  
**ENTREPRISE CONVERSO**  
TRAVAUX PUBLICS  
38450 VIF  
Tél. 04 76 72 52 11

TRAVAUX PUBLICS - CANALISATIONS - AMENAGEMENT VOIRIE - BATIMENT

GÉNIE CIVIL - TERRASSEMENT - DÉMOLITION - TRAITEMENT DE MATERIAUX - SERVICES



**CONDITIONS GENERALES ENTREPRISE CONVERSO****Article 1 : Objet et domaine d'application**

Les présentes conditions générales prévalent sur toutes les autres conditions générales qui pourraient leur être opposées.  
L'entreprise peut sous-traiter tout ou partie de son marché.

**Article 2 : Conclusion du marché**

L'offre de l'entreprise a une validité définie dans le devis. Au-delà de cette période, l'entreprise n'est plus tenue par les termes de son offre.

**Article 3 : Travaux supplémentaires**

Tous travaux non prévus explicitement dans l'offre seront considérés comme travaux supplémentaires ; ils donneront lieu à la signature d'un avenant avant leur exécution.

**Article 4 : Paiement**

Les demandes de paiement et facture à compter de leur émission seront réglées à l'entreprise sous 60 jours calendaires (45 jours fin de mois) pour les marchés privés (loi LME du 4 août 2008) et 30 jours date d'émission de facture pour les marchés publics (décret 2008-407 du 28 avril 2008).  
En cas de non paiement à l'échéance, l'entrepreneur pourra suspendre les travaux dans un délai de 15 jours après mise en demeure préalable au maître de l'ouvrage restée infructueuse.

**Article 5 : Propriété intellectuelle**

Les études, devis, plans et documents de toute nature remis ou envoyés par l'entreprise restent toujours son entière propriété, ils doivent être rendus sur sa demande.  
Ils ne peuvent être communiqués, ni reproduits, ni exécutés par un tiers, sans autorisation écrite de l'entreprise.

**Article 6 : Protection des données personnelles**

Les données personnelles collectées par l'entreprise (principalement nom, prénom, coordonnées postales, numéro de téléphone, adresse électronique, coordonnées bancaires, etc.) sont enregistrées dans son fichier clients. L'ensemble des informations collectées sont nécessaires à la conclusion et à l'exécution du contrat et seront principalement utilisées pour la bonne gestion des relations avec le maître de l'ouvrage, le traitement des commandes et la promotion des services de l'entreprise.  
Les informations personnelles collectées seront conservées aussi longtemps que nécessaire à l'exécution du contrat, à l'accomplissement par l'entreprise aussi longtemps que nécessaire à l'exécution du contrat, à l'accomplissement par l'entreprise de ses obligations légales et réglementaires ou encore à l'exercice des prérogatives lui étant reconnues par la loi et la jurisprudence.  
L'accès aux données personnelles est strictement limité aux employés et préposés de l'entreprise, habilités à les traiter en raison de leurs fonctions.  
Les informations recueillies pourront éventuellement être communiquées à des tiers liés à l'entreprise par contrat pour l'exécution de tâches soustraitées nécessaires à la gestion des commandes, sans qu'une autorisation du maître de l'ouvrage soit nécessaire.  
Il est précisé que, dans le cadre de l'exécution de leurs prestations, les tiers n'ont qu'un accès limité aux données et ont l'obligation de les utiliser en conformité avec les dispositions de la législation applicable en matière de protection des données personnelles. En dehors des cas énoncés ci-dessus, l'entreprise s'engage à ne pas vendre, louer, céder ou donner accès à des tiers aux données sans consentement préalable du maître de l'ouvrage, à moins d'y être contrainte en raison d'un motif légitime (obligation légale, lutte contre la fraude ou l'abus, exercice des droits de la défense, etc.).  
Les destinataires des données sont intégralement situés au sein de l'Union européenne (à vérifier auprès des services internes et/ou des prestataires externes de l'entreprise. Si les données sont amenées à être transférées en dehors de l'UE, en informer le client et lui préciser les garanties prises afin de sécuriser les données : adhésion du prestataire externe au « Privacy Shield », adoption de clauses types de protection validées par la CNIL, adoption d'un code de conduite, obtention d'une certification CNIL, etc.).  
Conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables, le maître de l'ouvrage bénéficie d'un droit d'accès, de rectification, de portabilité et d'effacement de ses données ou encore de limitation du traitement. Il peut également, pour des motifs légitimes, s'opposer au traitement des données le concernant.  
Le maître de l'ouvrage peut, sous réserve de la production d'un justificatif d'identité valide, exercer ses droits en contactant : Cyril PELLETIER au 04 76 72 79 10  
En cas de difficulté en lien avec la gestion de ses données personnelles, le maître de l'ouvrage peut adresser une réclamation auprès du délégué à la protection des données personnelles de l'entreprise (Cyril PELLETIER), de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés ou de toute autre autorité compétente.

